

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MILLEIS BANQUE

Société Anonyme au capital de 192 721 943,24 €
Siège social : 2, avenue Hoche, 75008 Paris
344 748 041 R.C.S. Paris

I. — Comptes individuels annuels au 31 décembre 2025.

1.1. — Bilan et Hors-Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales actif	3.1	78 458	31 743
Effets publics et valeurs assimilées	3.4	131 673	42 603
Créances sur les établissements de crédit	3.2	48 204	50 611
Opérations avec la clientèle actif	3.3	341 076	401 233
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.4	1 103 153	1 056 716
Parts dans les entreprises liées	3.5	558 417	647 332
Immobilisations incorporelles	3.6	22 408	24 116
Immobilisations corporelles	3.6	7 444	7 752
Actions propres	3.7	193	90
Autres actifs	3.8	32 359	15 977
Comptes de régularisation actif	3.8	23 210	29 647
Total actif		2 346 595	2 307 820

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales passif	3.1	530 285	425 074
Dettes envers les établissements de crédit	3.2	648	671
Opérations avec la clientèle passif	3.3	1 647 644	1 740 059
Autres passifs	3.8	4 109	3 466
Dettes fiscales et sociales	3.8	10 137	8 517
Comptes de régularisation passif	3.8	14 569	18 102
Provisions pour risques et charges	3.9	15 882	20 666
Capitaux propres hors FRBG	3.10	123 322	91 264
Capital souscrit		135 684	135 684
Primes d'émission		388 258	388 258
Réserves		547	547
Report à nouveau (+/-)		-433 225	-418 307
Résultat de l'exercice (+/-)		32 057	-14 917
Total passif		2 346 595	2 307 820

Hors bilan	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés :		
Engagements de financement	44 638	47 017
Engagements de garantie	3 395	3 369
Engagements sur titres	0	0
Engagements sur devises	18	0
Engagements reçus :		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	1 431 634	1 439 077
Engagements sur titres	0	0
Engagements sur devises	18	0

1.2. – Compte de Résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	5.1	29 078	32 225
Intérêts et charges assimilés	5.1	-28 646	-37 513
Revenus des titres à revenu variable	5.2	59 035	38 148
Commissions (produits)	5.3	75 537	74 420
Commissions (charges)	5.3	-3 852	-3 865
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.4	297	314
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.5	11 532	-2 094
Autres produits d'exploitation bancaire	5.6	8 043	7 579
Autres charges d'exploitation bancaire	5.6	-4 139	-2 513
Produit net bancaire		146 884	106 701
Charges générales d'exploitation	5.7	-113 884	-115 194
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	5.8	-7 392	-7 127
Résultat brut d'exploitation		25 609	-15 620
Coût du risque	5.9	104	703
Résultat d'exploitation		25 713	-14 917
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.10	4 411	0
Résultat courant avant impôt		30 123	-14 917
Résultat exceptionnel	5.11	1 934	0
Impôt sur les bénéfices	5.12	0	0
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		32 057	-14 917

II. — Notes annexes aux comptes individuels.**2.1. Cadre général**

2.1.1. Milleis Banque. — La société Milleis Banque (ci-après « la Société ») est une société anonyme à conseil d'administration, agréée en tant qu'établissement de crédit et prestataire de services d'investissement, ainsi qu'en tant que teneur de compte-conservateur. Son siège social est situé au 2, Avenue Hoche - 75008 Paris. Milleis Banque est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ainsi qu'au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers.

2.1.2. Evénements significatifs sur l'exercice. — Le 24 juillet 2025, les actionnaires de la Compagnie Financière Holding Mixte Milleis, Holding du Groupe Milleis, ont signé un protocole d'accord avec le LCL et Crédit Agricole Assurances portant sur la cession de la totalité du Groupe Milleis composé de la société holding et de ses filiales (Milleis Banque, Milleis Vie, Cholet Dupont Oudart, Cholet Dupont Asset Management et Cholet Dupont Oudart Patrimoine). Dans le détail, la société holding ainsi que Milleis Banque et les entités Cholet Dupont Oudart seront cédées à LCL, tandis que Milleis Vie sera quant à elle cédée par Milleis Banque à Crédit Agricole Assurances.

Cette signature, qui a été suivie d'une période de dialogue avec les instances représentatives du personnel des sociétés du Groupe, a conduit à la conclusion d'un contrat de cession le 14 novembre 2025. La finalisation de cette opération est désormais soumise à l'obtention de diverses autorisations réglementaires provenant des régulateurs. En ces sens, l'autorité de la concurrence a rendu un avis favorable à celle-ci en date du 9 décembre 2025.

2.1.3. Evénements postérieurs à la clôture. — L'évolution récente de la situation géopolitique au Moyen Orient a contribué à renforcer les incertitudes pesant sur l'environnement économique global. À ce stade, ces événements postérieurs à la clôture n'ont pas d'impact significatif sur les actifs financiers de la société, en raison de l'absence d'expositions dans cette zone géographique. Le portefeuille d'actifs a par ailleurs fait l'objet d'un suivi régulier dans ce contexte et ne présente pas de sensibilité particulière à ces évolutions.

A date, il n'y a pas d'événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause de façon significative les comptes et les résultats de Milleis Banque au 31/12/2025.

2.2. Principes et méthodes comptables.

2.2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées. — Les comptes individuels annuels de Milleis Banque sont établis et présentés dans le respect des règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :

- Du règlement ANC n° 2014-03 modifié par le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers
- Du règlement ANC n° 2014-07 modifié par le règlement ANC n° 2023-03 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, et prévoit notamment la suppression de la technique des transferts de charges, constituant un changement de méthode comptable. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

2.3. Principes comptables et méthode d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1. Opérations en devises. — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice.

Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.2. Opérations avec les établissements de crédits et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan.

Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées. — Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses. — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

— **Opérations de pension :** Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

— **Dépréciation :** Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Pour les créances douteuses impayées depuis plus de 90 jours, le provisionnement est individuel et tient compte de l'actualisation de la valeur des garanties hypothécaires (après abattement : de 25%, 35%, 45%, 60% selon qu'il s'agit d'une maison, d'un appartement, d'une procédure collective, ou d'un bien de nature « commerciale » Location meublée non professionnelle (LMNP) compris), au taux du prêt sur la durée de recouvrement estimée restant à courir (durée par défaut modélisée).

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

En 2025, Milleis Banque a maintenu l'approche développée depuis 2020 pour la partie crédit impactant les dépréciations des encours douteux. Cette méthode retient une approche statistique pour une partie du portefeuille, en fonction des montants et des caractéristiques des dossiers concernés. Une méthode à dire d'expert est retenue pour les dossiers les plus significatifs.

2.3.3. Titres. — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes :

- Titres de transaction
- Titres de placement
- Titres d'investissement
- Titres de l'activité de portefeuille
- Titres de participation et parts dans les entreprises liées
- Autres titres détenus à long terme

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

— **Titres de transaction** : Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligibles dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

— **Titres de placement** : Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode linéaire.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

— **Titres d'investissement** : Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

— **Titres de l'activité de portefeuille** : L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

— **Titres de participation et parts dans les entreprises liées** : Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par ligne de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

— **Autres titres détenus à long terme** : Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

— **Reclassement d'actifs financiers** : Dans un souci d'homogénéisation avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- Lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si

l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- Lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1er juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

2.3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles. — Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC.

— **Immobilisations incorporelles** : Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les durées d'amortissement retenues sont de 3 à 10 ans pour les logiciels et frais d'études informatiques et de 6 à 9 ans pour les autres immobilisations incorporelles.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

— **Immobilisations corporelles** : Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

Les durées d'amortissement retenues sont de 3 à 10 ans pour les immobilisations corporelles et équipements.

2.3.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

2.3.6. Dettes subordonnées. — Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.3.7. Provisions. — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06 reprises dans le règlement CRC n° 2014-03.

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

— **Engagements sociaux** : Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme : Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.
- Avantages à long terme : Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

Depuis l'exercice 2021, Milleis Banque applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (c'est-à-dire convergence avec la décision IRFS d'avril 2021 portant sur IAS 19).

- Indemnités de fin de contrat de travail : Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision.

Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- Avantages postérieurs à l'emploi : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont intégralement constatés en résultat.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

— **Provisions épargne logement** : Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés en France à la clientèle de particuliers associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant conditionnée à la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour le Groupe des engagements de deux natures :

- Une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat ;
- Une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour le Groupe font l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire.

— **Provisions pour litiges** : Milleis Banque dispose d'un dispositif de remontée des litiges pouvant entraîner une perte potentielle pour l'établissement. Dès lors que l'estimation de ce risque est suffisamment étayée, une provision est constituée dans les comptes de Milleis Banque.

2.3.8. Fonds pour risques bancaires généraux. — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par le règlement du comité de la réglementation bancaire et financière.

2.3.9. Instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. À la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

— **Opérations fermes** : Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- Microcouverture (couverture affectée)
- Macrocouverture (gestion globale de bilan)
- Positions spéculatives / positions ouvertes isolées
- Gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de sur-couverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture s'il présente une moins-value latente, à hauteur de la quote-part en sur-couverture. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs.

Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- Pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat
- Pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert, soit rapportées immédiatement en compte de résultat

— **Opérations conditionnelles** : Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

2.3.10. Intérêts et assimilés – Commissions. — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Milleis Banque a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- Lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en augmentation des charges d'intérêts
- Lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en augmentation des produits d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinuée avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation

2.3.11. Revenus des titres. — Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

2.3.12. Impôts sur les bénéfices. — A la suite de l'option pour le régime de l'intégration fiscale (en application des dispositions de l'article 223 A et suivants du CGI) exercée en date du 5 mars 2018 par la société Nestor Bidco (devenue le 18/04/2019 la Compagnie Financière Holding Mixte Milleis, CFHMM), une convention d'intégration fiscale a été signée le 8 mars 2018 avec cette dernière et a pris effet à compter du 1er janvier 2018.

Milleis Banque doit verser à CFHMM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont Milleis Banque aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

Compte tenu de sa situation fiscale déficitaire, aucune imposition n'est due au titre de l'exercice 2025.

III. — Informations sur le Bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) sont présentées dans une section dédiée dans le rapport de gestion.

3.1. Caisses, banques centrales et CCP :

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Banque Centrale	78 458	31 743
Banque Centrale - Créances rattachées	0	0
Total	78 458	31 743

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Banque Centrale - Refinancement	530 000	425 000
Banque Centrale - Dettes rattachées	285	74
Total	530 285	425 074

3.2. Opérations envers les établissements de crédit :

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	48 204	50 611
Créances à vue	48 081	50 409
Créances à vue - rattachées	123	202
Comptes à terme débiteurs	0	0
Créances à terme	0	0
Créances à terme - rattachées	0	0
Total	48 204	50 611

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	648	671
Dettes à vue	648	671
Dettes à vue - rattachées	0	0
Comptes à terme débiteurs	0	0
Dettes à terme	0	0
Dettes à terme - rattachées	0	0
Total	648	671

Les créances à vue, au 31/12/2025, ont été retraitées du montant des sommes déposées auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations pour EUR 54,1 M€ conformément à l'ANC 2020-10.

3.3. Opérations avec la clientèle

3.3.1. Opérations avec la clientèle

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	18 153	9 507
Autres concours à la clientèle	312 913	379 545
Crédit à l'exportation	0	0
Crédit de trésorerie et de consommation	13 133	11 297
Crédit à l'équipement	0	0
Crédit à l'habitat	230 146	304 906
Autres crédits à la clientèle	69 491	63 167
Prêts subordonnés	0	0
Autres	143	174
Créances rattachées	838	724
Créances douteuses	11 669	14 243
Dépréciations des créances sur la clientèle	-2 496	-2 786
Total	341 076	401 233

Passif (En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'épargne à régime spécial	306 155	369 357
Livret A/ LDDS	39 374	42 085
PEL/CEL	14 531	16 323
Autres comptes d'épargne à régime spécial	252 251	310 949
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	1 340 013	1 368 091
Autres sommes dues	5	326
Dettes rattachées	1 469	2 286
Dépréciations passives des créances	1	0
Total	1 647 644	1 740 059

(1) : Pour les opérations avec la clientèle, sont mentionnés dans les comptes d'épargne à régime spécial faisant l'objet d'une centralisation auprès de la CDC :

- Le montant des dépôts collectés,
- Minoré du montant de la créance sur le fonds d'épargne, soit 54,1 M€ (mise à jour de l'article 1124-14 du règlement ANC 2014-07).

(1) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 056 331		1 056 331	1 039 061		1 039 061
Autres comptes et emprunts	14	283 667	283 682	14	329 015	329 030
Total	1 056 346	283 667	1 340 013	1 039 076	329 015	1 368 091

Au titre des articles L. 312-19 et L. 312-20 du Code monétaire et financier issus de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence, dite loi Eckert, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, Milleis Banque a recensé au 31/12/2025 un total de 1 561 comptes bancaires inactifs qui rentrent ainsi dans le processus de suivi Eckert pour un montant total de 11,5 M€.

3.3.2. Comptes et plans d'épargne logement :

— Encours de dépôts PEL/CEL collectés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Encours - Plans épargne logement (PEL)	13 419	15 005
Encours - Comptes épargne logement (CEL)	1 112	1 318
Total	14 531	16 323

— Encours de crédits octroyés au titre des plans et comptes d'épargne logement :

Les encours de crédits octroyés au titre des plans comptes d'épargne-logement inscrits au bilan de Milleis Banque sont non significatifs.

3.3.3. Répartition des encours de crédit par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciations individuelles	Brut	Dépréciations individuelles
Clientèle non financière	331 064	11 669	-2 496	5 348	-2 310
Entreprises	114 067	2 406	-1 073	2 126	-1 067
Particuliers	216 996	9 263	-1 423	3 221	-1 243
Autres					
Clientèle financière	2				
Créances rattachées	838				
Total au 31 décembre 2025	331 903	11 669	-2 496	5 348	-2 310
Total au 31 décembre 2024	389 776	14 243	-2 786	6 376	-2 412

3.4. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable.

3.4.1. **Portefeuille titres.** — Le poste « Effets publics et valeurs assimilés » est composé d'obligations émises par les Etats ou administrations nationales éligibles aux interventions de la Banque Centrale Européenne.

3.4.2. Titres de placement et d'investissement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Placement	Investissement (1)	Total	Placement	Investissement (1)	Total
Effets publics et valeurs assimilées	131 673	0	131 673	42 603	0	42 603
Valeurs brutes	132 436	0	132 436	44 015	0	44 015
Créances rattachées	613	0	613	67	0	67
Dépréciations	-1 377		-1 377	-1 479		-1 479
Obligations et autres titres à revenu fixe (2)	1 103 153	0	1 103 153	1 056 716	0	1 056 716
Valeurs brutes	1 132 105	0	1 132 105	1 096 712	0	1 096 712
Créances rattachées	2 136	0	2 136	2 522	0	2 522
Dépréciations	-31 088		-31 088	-42 518		-42 518
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Valeurs brutes	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
Total	1 234 825	0	1 234 825	1 099 319	0	1 099 319
(1) La cession d'une partie du portefeuille au fonds CRONUS le 08/06/2023 a déclenché le reclassement en Placement du portefeuille Investissement [ANC 2014-07 Art. 2341-2] L'impossibilité de reconstituer un portefeuille d'Investissement court jusqu'au 01/01/2026						
(2) Dont parties liées détaillées en 3.5.2.						

Le montant des moins-values latentes des titres enregistrées en dépréciations s'élève à 32,5 M€.

Le montant des plus-values latentes des titres, correspondant à la différence entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition, s'élève à 963 K€ au 31/12/2025.

Milleis Banque ayant cédé une part significative de son portefeuille de titres d'Investissement au fonds CRONUS le 08/06/2023 afin de pouvoir constituer au sein du fonds des opérations de couverture, et par application du règlement ANC 2014-07 Art. 2341-2, Milleis Banque a reclassé l'entièreté son portefeuille de titres d'investissement dans la catégorie des titres de placement, et ce à minima jusqu'au 31/12/2025.

3.5. Tableau des filiales et des participations :

Filiales et participations montants exprimés en milliers d'euros	Capital 31/12/2025	Capitaux propres autres que le capital et FRBG le cas échéant 31/12/2025	Quote-part du capital détenu (en %) 31/12/2025	Valeur comptable des titres détenus Brute	Valeur comptable des titres détenus Nette
Filiales (détenues à + de 50%)					
SA - Milleis Vie 2-20 place des vins de France - 75012 Paris	71 000	100 832	99,99%	219 702	219 702
SA - Cholet Dupont Oudart 16, Pl de la Madeleine, 75008 PARIS	4 266	36 441	100,00%	125 820	125 820
FCP - Cronus (1) BNP Paribas Asset Management France 1 boulevard Haussmann 75009 Paris	227 359	N/A	100,00%	210 494	210 494
Total	302 626	137 273		556 015	556 015
(1) Fonds Professionnel Spécialisé tenu par BNPP AM et dont la valeur nette fin 2025 est de 227,4 M€					

Filiales et participations montants exprimés en milliers d'euros	Prêts, avances consenties non encore remboursés et TDSI en 2025	Montant des avals et cautions donnés en 2025	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2025	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) au 31/12/2025	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2025
Filiales (détenues à + de 50%)					
SA - Milleis Vie 2-20 place des vins de France - 75012 Paris	0	0	380 658	19 124	16 330
SA - Cholet Dupont Oudart 16, Pl de la Madeleine, 75008 PARIS	0	0	49 058	24 908	36 001
FCP - Cronus BNP Paribas Asset Management France 1 boulevard Haussmann 75009 Paris	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Total	0	0	429 716	44 033	52 331

3.5.1. Entreprise dont l'établissement est associé indéfiniment responsable. — Milleis Banque ne dispose pas d'entreprise dont elle est associée indéfiniment responsable.

3.5.2. Opérations avec les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	Cfmm		Mvie		Cdo		Cd am		Cdo pat		Fct kuiper		Total	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Actifs	100	100	2 329	1 957	1 523	1 108	311	263	0	0	731 187	692 832	735 450	696 260
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	721 385	683 325	721 385	683 325
Autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 803	9 507	9 803	9 507
Comptes de régularisation actif	100	100	2 329	1 957	1 523	1 108	311	263	0	0	0	0	4 263	3 428
Passifs	50 171	45 164	81 039	49 581	110 170	146 356	0	0	0	0	0	0	241 380	241 101
Opérations avec la clientèle passif	50 171	45 164	81 039	49 581	110 170	146 356	0	0	0	0	0	0	241 380	241 101
Comptes de régularisation passif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat	93	117	30 013	42 342	34 772	-5 068	1 222	1 008	3	0	8 271	9 796	74 374	48 195
Intérêts et assimilés			-1 413	-2 959	-3 005	-6 221					1 566	1 652	-2 852	-7 528
Commissions			9 887	10 762			1 222	1 008	3	0			11 112	11 770
Autres éléments d'exploitation bancaire	93	117	5 209	4 530	1 777	1 153						6	7 079	5 806
Dividendes et assimilés			16 330	30 009	36 001						6 704	8 138	59 035	38 148
Hors-bilan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements de garantie donnés													0	0

3.6. Immobilisations incorporelles et corporelles

3.6.1. Immobilisations incorporelles.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Acquisition / dotation	Sortie / reprise	Autres mouvements (*)	31/12/2025
Valeurs brutes	52 693	3 790	-162	217	56 537
Droit au bail et fonds commerciaux	6 677	0	0	0	6 677
Logiciels	46 016	3 790	-162	217	49 860
Amortissements et dépréciations	28 576	5 715	-162	0	34 129
Droit au bail et fonds commerciaux	4 945	822	0	0	5 767
Logiciels	23 631	4 893	-162	0	28 362
Total valeurs nettes	24 116	-1 925	0	217	22 408
(*) immobilisations en cours					

3.6.2. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Acquisition / Dotation	Sortie / Reprise	Autres mouvements (*)	31/12/2025
Valeurs Brutes	13 699	1 158	-988	211	14 080
Agencements & installations	7 653	513	-168	32	8 030
Mobiliers & matériels informatiques	6 045	646	-821	179	6 050
Amortissements et dépréciations	5 947	1 677	-988	0	6 636
Agencements & installations	2 766	903	-168		3 502
Mobiliers & matériels informatiques	3 181	774	-821		3 134
Total valeurs nettes	7 752	-519	0	211	7 444
(*) Immobilisations en cours					

3.7. Actions propres. — Suite à l'opération d'actionnariat salarié réalisé en 2023 au sein du FCPE MILLEIS, Milleis Banque procède périodiquement au rachat de ses actions propres auprès des salariés qui remplissent les conditions de rachat. Milleis Banque n'a pas émis d'intention de destination pour ces actions, et les conserve donc à son bilan, ces dernières n'excédant pas les seuils réglementaires.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Acquisition	Cession	Autres mouvements	31/12/2025
Valeurs brutes	90	102	0	0	193
Valeur d'acquisition	90	102	0	0	193
Total valeurs nettes	90	102	0	0	193

3.8. Autres actifs, autres passifs & comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Autres actifs / passifs	32 359	14 246	15 977	11 984
Créances sociales et fiscales	3 200		3 374	
Dettes fiscales et sociales (1)		10 137		8 517
Dépôts de garantie versés (2) et reçus	2 501	173	2 586	179
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers (3)	26 658	3 936	10 017	3 288
Dépréciations sur autres actifs	0		0	
Comptes de régularisation actifs / passifs	23 210	14 569	29 647	18 102
Engagements sur devises	0	0	0	0
Charges et produits constatés d'avance	5 549	0	5 853	0
Produits à recevoir & charges à payer (4)	14 091	13 343	14 115	16 701
Valeurs à l'encaissement	3 571	1 225	9 677	1 401
Autres	0	0	1	0
Dépréciations sur autres créances	0	0	0	0
Total	55 569	28 815	45 624	30 086
<p>(1) Au 31/12/2025 : Dont 5,3 M€ de provisions pour congés payés et 2,7 M€ d'URSSAF à payer</p> <p>(2) Au 31/12/2025 : Dont 1,7 M€ de dépôt de garantie versé au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR)</p> <p>(3) A l'actif : Dont 26,4M€ de fonds de roulement attribué au fonds KUIPER (Reserve + Surcollateral)</p> <p>(3) Au passif : Dont 2,2M€ matérialisant le complément de prix (earn-out) attribué aux précédents actionnaires de CDO</p> <p>(4) Au 31/12/2024, au passif : dont une sur-estimation des FNP pour 1,9 M€ qui a fait l'objet d'une correction sur 2025.</p>				

3.9. Provisions

3.9.1. Tableau de variation des provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Provisions pour engagements sociaux	12 378	0	-997	11 381
Autres provisions pour risques	8 288	1 677	-5 464	4 501
Provisions pour litiges	7 586	1 069	-4 512	4 143
Provisions pour PEL/CEL	397	0	-253	145
Provisions pour risques divers	305	608	-700	213
Total	20 666	1 677	-6 461	15 882

Sur l'exercice 2025, le montant des reprises de provisions de 6,5 M€ se répartissent comme suit :

- Provisions utilisées : 2,4 M€
- Provisions non utilisées : 4,1 M€

3.9.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2025
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	2 786	815	-1 105	0	2 496
Dépréciations sur créances sur la clientèle	2 786	815	-1 105		2 496
Dépréciations sur autres créances	0	0	0		0
Dépréciations pour risques de contrepartie inscrites au passif	0	1	0	0	1
Provisions sur engagements hors bilan	0				0
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	0	1	0		1
Total	2 786	816	-1 105	0	2 497

3.9.3. Provisions pour engagements sociaux. — Milleis Banque a deux dispositifs en matière d'avantages du personnel :

— Régime à cotisations définies : L'engagement de Milleis Banque consiste à verser un montant défini à un organisme externe, qui assure le paiement des prestations en fonction des avoirs disponibles pour chaque participant au régime. Les principaux régimes de retraite à cotisations définies dont bénéficient les salariés du groupe regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et les régimes de retraite nationaux AGIRC et ARRCO.

Les montants versés au titre des régimes à cotisations définies sont comptabilisés en charges de la période.

— Régime à prestations définies : L'engagement consiste pour l'entreprise à gérer les actifs financiers par la collecte de cotisations auprès des employés et à assumer elle-même la charge des prestations, ou à en garantir le montant final soumis à des aléas futurs.

Le groupe peut accorder à ses salariés :

- Des avantages postérieurs à l'emploi tels que les indemnités de départ à la retraite : Les salariés bénéficieront au moment de leur départ en retraite d'une rente venant s'ajouter aux pensions servies par les régimes nationaux. Ce dispositif bénéficie aux salariés de Milleis Banque et Milleis Vie.
- Les autres avantages à long terme désignent les avantages, non postérieurs à l'emploi, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Sont notamment concernés les médailles du travail, le régime de retraite supplémentaire et la pension bénévole.

La provision sur avantages du personnel du groupe Milleis s'élève au 31/12/2025 à 11,4 M€.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	8 555	9 332
Compléments de retraite et autres régime	368	388
Indemnités de fin de carrière	8 187	8 943
Autres avantages à long terme	2 826	3 046
Médailles du travail	2 826	3 046
Total	11 381	12 378

Principales hypothèses actuarielles pour l'évaluation au 31/12/2025 :

Taux appliqués (en %)	31/12/2025			31/12/2024		
	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de croissance des salaires	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de croissance des salaires
Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies						
Compléments de retraite et autres régime	2,40%	2,00%	2,00%	2,65%	2,00%	2,00%
Indemnités de fin de carrière	3,70%	2,00%	2,00%	3,25%	2,00%	2,00%
Autres avantages à long terme						
Médailles du travail	3,20%	2,00%	2,00%	3,00%	2,00%	2,00%

Le taux d'actualisation correspond à celui de la courbe des taux IBOXX AA de la zone Euro yield 10 ans pour les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, et à celui de la courbe des taux IBOXX AA de la zone Euro yield 9 ans pour les autres avantages à long terme.

Les tables de mortalité utilisées sont celles établies par l'Insee pour les hommes et les femmes (INSEE TD/TV 2019-21).
L'âge de départ à la retraite retenu pour l'ensemble est de 64 ou 65 ans pour la population cadre, et de 62 ou 64 ans pour le reste du personnel.

3.10. Capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission	Primes d'apport	Réserves (*)	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2024	135 684	890	387 368	547	-418 307	0	106 182
27/05/2025 - Affectation résultat 2024					-14 917	14 917	0
Résultat de la période						32 057	32 057
Total au 31 décembre 2025	135 684	890	387 368	547	-433 225	46 975	138 239

(*) : Dont le poste "Réserve Légale" qui s'élève à 534k€

Le capital social de Milleis Banque SA est composé de 128 004 142 actions ordinaires d'un nominal de 1,06€ pour un montant de 135 684 390,52€. Aucune action de préférence n'a été émise par Milleis Banque SA.

3.11. Durée résiduelle des emplois et des ressources. — Les emplois et les ressources définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Caisse, Banques Centrales, CCP	78 458					78 458
Créances sur les établissements de crédit	48 204					48 204
Opérations avec la clientèle	5 887	19 798	96 436	218 955		341 076
Effets publics et valeurs assimilées	16 046	7 406	64 088	44 133		131 673
Obligations et autres titres à revenu fixe		9 995	58 710	1 034 448		1 103 153
Total des emplois	148 595	37 199	219 234	1 297 536	0	1 702 564
Caisse, Banques Centrales, CCP	530 285					530 285
Dettes envers les établissements de crédit	648					648
Opérations avec la clientèle	1 537 672	66 697	43 275			1 647 644
Total des ressources	2 068 605	66 697	43 275	0	0	2 178 577

Informations sur l'Hors-Bilan

4.1. Engagements reçus et donnés :

4.1.1. Engagements de financement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Donnés - en faveur de la clientèle	44 638	47 017
Prêts consentis	20 030	22 940
Autorisation de découverts consentis	24 608	24 078
Total des engagements de financement donnés	44 638	47 017

4.1.2. Engagements de garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Donnés - d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Garanties sur titre données EC	0	0
Autres garanties données EC	0	0
Donnés - d'ordre de la clientèle	3 395	3 369
Cautions administratives et fiscales	410	581
Cautions données CLT	2 985	2 788
Autres garanties données CLT	0	0
Reçus - d'ordre d'établissement de crédit	1 431 634	1 439 077
Crédit logement, CNP, SACCEF, ...	1 431 634	1 439 077
Autres garanties reçues EC	0	0

4.1.3. Engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
HB - Engagements sur titres à livrer	0	0
HB - Engagements sur titres à recevoir	0	0

4.1.4. Opérations non débouclées en devises :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations de change comptant	37	0
Monnaies à livrer non livrées	18	0
Monnaies à recevoir non reçues	18	0
Total	37	0

Informations sur le compte de résultat**5.1. Intérêts, produits et charges assimilés :**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit (1)	2 868	-10 248	-7 380	4 245	-12 347	-8 102
Opérations avec la clientèle (2)	7 959	-15 672	-7 713	7 013	-22 504	-15 491
Obligations et autres titres à revenu fixe (3)	18 251	-2 726	15 525	20 967	-2 661	18 305
Total	29 078	-28 646	432	32 225	-37 513	-5 288
(1) Diminutions des charges et produits en lien avec la baisse des taux sur 2025 (taux directeurs BCE pour les MRO / ESTER pour l'interbancaire)						
(2) Les charges liées à la rémunération des comptes à la clientèle ont diminué du fait de la diminution conjointe des encours rémunérés (notamment comptes à terme) et des taux						
Les produits d'intérêt des crédits à la clientèle ont augmenté du fait du développement de l'offre de crédits						
(3) Diminutions des coupons des titres obligataires en lien avec la baisse générale des taux sur 2025.						

5.2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Participations et autres titres détenus à long terme	6 704	8 138
Parts dans les entreprises liées (1)	52 331	30 009
Total	59 035	38 148
(1) dividendes milleis vie et Cholet DuPont oudart perçus en 2025.		

5.3. Commissions :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	27	-105	-78	28	-112	-84
Opérations avec la clientèle	7 654	0	7 654	8 169	0	8 169
Opérations sur titres	34 866	-1 224	33 641	32 264	-1 444	30 820
Moyens de paiement	3 061	-1 797	1 264	3 334	-1 853	1 482
Opérations de change	399	0	399	285	0	285
Prestations de services financiers	29 530	-725	28 805	30 339	-456	29 883
Total	75 537	-3 852	71 685	74 420	-3 865	70 555

5.4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Opérations de change	297	314
Opérations de hors bilan	0	0
Total	297	314

5.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement, investissement et assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Dépréciations	11 532	-3 270
Dotations	-2	-3 682
Reprises (1)	11 533	412
Résultat de cession	0	1 175
Plus-value de cession	0	1 175
Moins-value de cession	0	0
Total	11 532	-2 094
<i>(1) 2025 : Reprises de provisions pour dépréciation essentiellement liées à la diminution des taux</i>		

5.6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Refacturation de charges et produits bancaires	7 639	0	7 639	6 356	0	6 356
Autres activités diverses	404	-4 139	-3 735	1 223	-2 513	-1 290
Total	8 043	-4 139	3 904	7 579	-2 513	5 066

5.7. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Frais de personnel	-75 165	-74 389
Salaires et traitements	-47 108	-46 146
Charges de retraite et assimilées	-3 340	-4 609
Autres charges sociales	-18 739	-18 087
Intéressement des salariés	0	0
Participations des salariés	0	0
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-5 978	-5 547
Autres charges générales d'exploitation	-38 718	-40 805
Impôts et taxes	-1 020	-1 062
Autres charges générales d'exploitation (1)	-37 698	-39 743
Total	-113 884	-115 194
(1) 2024 : Les charges d'exploitation 2024 incluent une sur-évaluation de 1,9 M€ (Cf annexe 5.11) Sans cette sur-évaluation, le montant du poste au titre de 2024 aurait été de -37 809 K€.		

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice 2025 est de 612 salariés, contre 603 sur l'exercice 2024.

5.8. Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
Amortissements	-8 304	-8 039
Dotations	-8 304	-8 039
Dépréciations	912	912
Dotations	0	0
Reprises	912	912
Total	-7 392	-7 127

5.9. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025					Exercice 2024				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs	-815	1 105	-209	24	105	-522	1 652	-634	201	697
Interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Clientèle	-815	1 105	-209	24	105	-522	1 652	-634	201	697
Titres et débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions	-1	0	0	0	-1	0	6	0	0	6
Provisions pour risque clientèle	-1	0	0	0	-1	0	6	0	0	6
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	-816	1 105	-209	24	104	-522	1 658	-634	201	703

5.10. Gains et pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025	Exercice 2024
	Participations et autres titres à long terme	Participations et autres titres à long terme
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Résultat de cession	0	0
Plus-value de cession	0	0
Moins-value de cession	0	0
Immobilisations financières		
Dépréciations	0	0
Dotations	0	0
Reprises	0	0
Résultat de cession	4 411	0
Plus-value de cession (1)	4 411	0
Moins-value de cession	0	0
Total	4 411	0

(1) 2025 : Sur autoliquidation de titres du FCP Cronus.

5.11. Résultat exceptionnel :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Correction d'erreur (1)	1 934	0	1 934	0	0	0
Autres activités	0	0	0	0	0	0
Total	1 934	0	1 934	0	0	0

(1) Correction sur 2025 de la sur-évaluation du stock de FNP (Autres charges générales d'exploitation) au titre de l'exercice 2024 pour 1,9 M€ (Cf annexe 5.7)

La société a corrigé une erreur sur l'exercice. Cette erreur découle de la constatation à tort d'un montant de 1,9 M€ de charges à payer (FNP), au 31 décembre 2024. L'impact de cette correction d'erreur se traduit par un produit de 1,9 M€ présenté dans le résultat exceptionnel.

5.12. Impôts sur les bénéfices. — À la suite de l'option pour le régime de l'intégration fiscale (en application des dispositions de l'article 223 A et suivants du CGI) exercée en date du 05/03/2018 par la société Nestor Bidco (devenue CFHMM le 18/04/2019), une convention d'intégration fiscale a été signée le 08/03/2018 avec cette dernière et a pris effet à compter du 01/01/2018.

Une seconde convention d'intégration fiscale a été signée le 21/12/2023 avec CFHMM, et notifiée à l'administration fiscale le 26/02/2024 pour une prise d'effet à compter du 01/01/2024.

Milleis Banque doit verser à CFHMM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont Milleis Banque aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

Compte tenu de sa situation fiscale déficitaire, aucune imposition n'est due au titre de l'exercice 2025.

IV. — Autres informations.

6.1. Consolidation. — La société Milleis Banque n'établit plus de comptes consolidés depuis le 01/01/2019 puisqu'elle est elle-même consolidée par la méthode d'intégration globale par sa maison mère, la Compagnie Financière Holding Mixte Milleis qui établit en France ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à cette date.

6.2. Rémunérations, avances, crédits et engagements. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice clos le 31/12/2025 aux catégories de personnel visées à l'article L511-71 du Code Monétaire et Financier, s'élevant à un total de 5 930 624 € bruts.

6.3. Honoraires des commissaires aux comptes :

En milliers d'Euros (HT)	Forvis Mazars		EY		Total	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Missions de certification des comptes	273	265	293	286	566	551
Services autres que la certification des comptes	75	26	27	27	103	52
Total	348	290	320	313	669	604

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2025.)

À l'assemblée générale de la société Milleis Banque,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Milleis Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation : Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2.1 « Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement ANC n° 2023-03 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Evaluation des dépréciations des créances à la clientèle :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les créances douteuses sur la clientèle s'élèvent à M€ 11,7 au 31 décembre 2025. Elles sont porteuses d'un risque de crédit qui expose votre société à une perte potentielle dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence d'une garantie ou d'une caution.</p> <p>Les créances dont le recouvrement est devenu incertain donnent lieu à la constitution de dépréciations individuelles, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les principes comptables d'évaluation de ces dépréciations sont présentés dans la note 2.3.2 de l'annexe des comptes annuels : les dépréciations sont calculées trimestriellement, créance par créance, sur la base d'une analyse du risque et en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et couvrant au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les dépréciations individuelles s'élèvent à M€ 2,5 comme présenté dans la note 3.3. Nous</p>	<p>Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles que nous avons jugé clés pour l'audit.</p> <p>Nous avons examiné, en incluant dans notre équipe des experts en systèmes d'information, les dispositifs qui garantissent la qualité des données utilisées par les modèles de notation et de dépréciation.</p> <p>Nous avons pris connaissance des processus liés :</p> <ul style="list-style-type: none">- à l'identification des indicateurs de dépréciation (tels que l'existence d'impayés et l'antériorité de ces impayés) ;- à la classification des expositions en créances douteuses ;- au suivi et à la valorisation des garanties ;- à la détermination des dépréciations des créances douteuses et au dispositif de gouvernance et de validation associé. Nous avons, en intégrant dans notre équipe des experts en matière de risque de crédit, procédé à :

<p>avons considéré que l'évaluation de ces dépréciations constituait un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent une zone d'estimation significative pour l'établissement des comptes annuels.</p>	<p>l'appréciation des méthodologies ainsi que des hypothèses prospectives retenues par la direction ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'examen des résultats du backtesting des paramètres de risques. <p>En outre, pour un échantillon de dossiers sélectionnés sur la base de critères de significativité et de risque, nous avons procédé à une analyse de crédit consistant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre connaissance des dernières informations disponibles sur la situation des contreparties douteuses ; - réaliser des analyses contradictoires des hypothèses retenues ainsi que des estimations de provisions arrêtées par la direction sur la base des informations mises à notre disposition par l'établissement et de données externes ; - contrôler l'enregistrement en comptabilité des dépréciations estimées. <p>Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations figurant dans l'annexe des comptes annuels au titre des dépréciations des créances à la clientèle.</p>
---	---

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

— **Désignation des commissaires aux comptes :** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Milleis Banque par votre assemblée générale du 30 mai 2023 pour le cabinet FORVIS MAZARS SA et du 19 juillet 2021 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet FORVIS MAZARS SA était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la cinquième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret et Paris-La Défense, le 21
avril 2026.

(Les Commissaires aux Comptes):

Forvis Mazars S.A.:
Olivier GATARD
Associé

Ernst & Young Audit:
Vincent ROTY
Associé